



C.C.V.O.3.F.

Siège : Mairie de Presles - 78, rue Pierre Brossolette – 95590 PRESLES

Adresse administrative : 1, avenue Jules Dupré – B.P. 30005 - 95290 L'ISLE-ADAM

Tél. : 01.34.69.12.06 – Courriel : contact@ccvo3f.fr

ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE

ENLEVEMENT DES DEPOTS SAUVAGES POUR LA PERIODE 2025-2029

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Date limite de remise des offres : Vendredi 23 mai 2025 à 12h00

Table des matières

ENLEVEMENT DES DEPOTS SAUVAGES	1
POUR LA PERIODE 2025-2029	1
ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET DUREE	4
Article 1.1 Objet du marché – Domicile du titulaire	4
Article 1.2 Forme du marché.....	4
Article 1.2.1 Décomposition en lots	4
Article 1.2.2 Décomposition en tranche.....	4
Article 1.3 Prestation supplémentaires éventuelles (PSE)	4
Article 1.4 Variantes	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
Article 2.1 : Pièces particulières	4
Article 2.2 : Pièces générales.....	5
ARTICLE 3 : SOUS-TRAITANCE	5
Article 3.1 Déclaration de la sous-traitance	5
Article 3.1.1 Déclaration de sous-traitance au moment du dépôt du pli.....	5
Article 3.1.2 Déclaration de sous-traitance après la notification du marché	5
Article 3.2 Paiement direct du sous-traitant.....	6
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE ET DELAIS D’EXECUTION	6
Article 4.1 Durée du marché	6
ARTICLE 5 : CONTENU ET TRANSMISSION DES ORDRES DE SERVICE / BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 6 : CARACTERISTIQUES DE LA PRESTATION.....	7
ARTICLE 7 : GARANTIE TECHNIQUE	7
ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE	7
ARTICLE 9 : IMAGE DE L’ACHETEUR	7
ARTICLE 10 : CONTENU ET VARIATION DES PRIX	8
Article 10.1 Forme et contenu des prix.....	8
Article 10.2 Détermination des prix de règlement.....	8
Article 10.3 Variation dans les prix.....	8
Article 10.3.1 Mois d’établissement des prix du marché	8
Article 10.3.2 Choix de l’indice de référence	8
Article 10.3.3 Modalités de révision des prix	8
Article 10.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	9
ARTICLE 11 : PENALITES.....	9
Article 11 Pénalités de retard.....	9
Article 11.2 Pénalités pour non remise de demande d’agrément et acceptation des conditions de paiement de sous-traitance	10
Article 11.4 Pénalités pour non remise des pièces sociales.....	10
ARTICLE 12 : PRIMES POUR REALISATION ANTICIPEE DES PRESTATIONS.....	10

ARTICLE 13 : MARCHE NEGOCIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.2122-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	10
ARTICLE 14 : REGLEMENT DES COMPTES, PAIEMENTS	10
Article 14.1 : Etablissement des factures	10
Article 14.2 Modalités de règlement.....	12
ARTICLE 15 : DELAI DE PAIEMENT	12
ARTICLE 16 : AVANCE FORFAITAIRE	12
ARTICLE 17 : RESILIATION	12
ARTICLE 18 : DIFFERENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 19 : ASSURANCES	13
ARTICLE 20 : NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE	13
ARTICLE 21 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	13

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET DUREE

Article 1.1 Objet du marché – Domicile du titulaire

Le présent cahier des charges a pour objectif de préciser les dispositions et modalités administratives et techniques qui seront applicables à la consultation concernant l'accord cadre mono-attributaire à bons de commande pour la réalisation de l'enlèvement des dépôts sauvages et des dépôts d'amiante pour le compte de la communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des 3 forêts (CCVO3F).

L'accord cadre mono-attributaire à bons de commande est conclu pour une période d'un an à compter du 1^{er} juillet 2025.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des prestations, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la CCVO3F, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Article 1.2 Forme du marché

Cette opération est soumise aux dispositions de l'article L2123-1.1 et R2123-4 et R2131-12 du Code de la commande publique.

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L. 2131-12 du Code de la Commande Publique (CCP), ainsi que des articles R. 2162-2 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 relatifs aux accords-cadres à bons de commandes

Il s'agit d'un marché de services

Article 1.2.1 Décomposition en lots

La présente consultation n'est pas décomposée en lots.

Article 1.2.2 Décomposition en tranche

La présente consultation n'est pas décomposée en tranche ferme.

Article 1.3 Prestation supplémentaires éventuelles (PSE)

Néant

Article 1.4 Variantes

Aucune variante obligatoire n'est prévue dans le cadre de cette consultation. Les variantes libres ne sont pas autorisées dans le cadre de cette consultation.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Article 2.1 : Pièces particulières

- l'acte d'engagement,
- le présent cahier des clauses administratives particulières,
- le cahier des clauses techniques particulières,
- Le bordereau des prix

Article 2.2 : Pièces générales

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.), en application suite à l'arrêté du 8 septembre 2009, publié au journal officiel le 1^{er} octobre 2009.

ARTICLE 3 : SOUS-TRAITANCE

Article 3.1 Déclaration de la sous-traitance

Toute sous-traitance, quel que soit son rang, doit faire l'objet d'une déclaration et d'une demande d'agrément auprès de l'acheteur par le titulaire du marché dans les conditions définies ci-dessous.

Article 3.1.1 Déclaration de sous-traitance au moment du dépôt du pli

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes :

- 1° La nature des prestations sous-traitées
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre Ier du titre IV du Livre 1er du Code de la Commande Publique. La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Article 3.1.2 Déclaration de sous-traitance après la notification du marché

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article 3.1.1 du présent document.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés aux alinéas précédents vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

En cas de déclaration de sous-traitance postérieure à la notification du marché, l'entrepreneur est tenu de communiquer l'acte spécial de sous-traitance au plus tard 30 jours avant l'intervention du sous-traitant.

En outre le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à 1/300^{ème} du montant hors taxes du marché par jour calendaire de retard.

Si l'acheteur constate la présence de sous-traitant non déclaré, il est en droit d'exclure sur le champ le sous-traitant. Tout retard ou toute défaillance dans l'exécution des prestations, suite à cette exclusion, sera alors entièrement imputable au titulaire concerné.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation valable du sous-traitant et des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 32 du CCAG (résiliation pour faute du titulaire).

Article 3.2 Paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés ci-avant pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé ce délai de quinze jours, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées ci-avant, ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

Article 4.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une **durée initiale d'un an du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026.**

Reconduction du marché :

La reconduction du marché pour une période d'un an se fera de **manière tacite** dans la limite de 3 reconductions d'une année.

Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.

La non reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur à la fin de l'une des deux premières périodes ne constitue pas une résiliation du marché. Elle met fin au marché, sans indemnité pour le titulaire. La notification d'une telle décision se fera, **avec un préavis de deux mois**, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 5 : CONTENU ET TRANSMISSION DES ORDRES DE SERVICE / BONS DE COMMANDE

En application de l'article 3.7 (bon de commande) ou 3.8 (ordre de service) du CCAG, les bons de commande / ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur au titulaire selon un procédé convenu entre les parties après la notification du marché. Ce procédé doit permettre de donner date certaine à l'envoi et à la réception.

À tout moment en cours d'exécution, l'acheteur se réserve le droit d'utiliser des services dématérialisés de correspondance, en utilisant l'adresse mail transmise par le titulaire à cette fin ou à défaut, celle renseignée sur le profil d'acheteur.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande / ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande / ordre de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 6 : CARACTERISTIQUES DE LA PRESTATION

La mission confiée est définie dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 7 : GARANTIE TECHNIQUE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an et de deux ans sur le matériel. Le point de départ du délai de garantie est la date de réception de la facture.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire et le représentant de l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, document ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

ARTICLE 9 : IMAGE DE L'ACHETEUR

Afin de garantir le contrôle de l'acheteur sur l'utilisation de son image, le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser les logos, ni citer le présent marché ni communiquer autour de la

référence commerciale que constitue pour lui l'acheteur, sans convention explicite, écrite et délimitée dans le temps, précisant le support, les destinataires et le contenu de la communication.

ARTICLE 10 : CONTENU ET VARIATION DES PRIX

Article 10.1 Forme et contenu des prix

Montant des commandes pour la durée initiale

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande avec montant minimum et un montant maximum en valeur en application de l'article R2162-4 modifié par le décret n°2021-1111 du 23 août 2021 du Code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

Marché	Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT pour 4 ans
Enlèvement des dépôts sauvages	10 000 €	220 000 €

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

Ils comprennent tous les frais liés directement ou indirectement à la mise en œuvre de la solution proposée par le titulaire du marché, notamment toutes les charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement, les frais d'études et de recherche, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 16.4 du CCAG ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Article 10.2 Détermination des prix de règlement

Application de l'article 10.2 du CCAG.

Article 10.3 Variation dans les prix

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées aux articles suivants.

Article 10.3.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre appelé « mois zéro » (Mo).

Article 10.3.2 Choix de l'indice de référence

Les indices de référence choisis pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du contrat sont l'indice du coût du salaire régional bâtiment et TP, l'indice du véhicule utilitaire, l'indice du prix du gasoil à la consommation et l'indice des frais et service divers ainsi que la TGAP réévaluée annuellement.

Article 10.3.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont des prix **fermes pour la première année**.

Pour les années suivantes, les prix seront actualisés à la date anniversaire du marché et resteront ensuite fermes durant l'année de reconduction.

Les prix du marché seront actualisés une fois pour chaque période éventuelle de reconduction.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [(0,3 \times S/S_o) + (0,2 \times V_u/V_{uo}) + (0,3 \times G/G_o) + (0,2 \times F_{sdl}/F_{sdl_o})]$$

Dans laquelle, pour chaque prix unitaire :

- P(n) est le prix révisé
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- S est le salaire régional Bât et TP
- V_u est l'indice du véhicule utilitaire
- G est le prix du gasoil à la consommation
- F_{sdl} est l'indice des frais et service divers

Le titulaire devra fournir à l'appui de sa demande de révision de prix la ou les photocopie (s) du bulletin actuprix, le moniteur ou indices-pro sur lequel figure la valeur des indices indiqués ci-dessus.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à la Communauté de Communes son nouveau tarif et les prix ajustés du bordereau des prix unitaires, au plus tard 1 mois avant la date de reconduction du marché :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- soit par mail à contact@ccvo3f.fr avec accusé de réception

Article 10.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

La deuxième décimale est arrondie par excès.

ARTICLE 11 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités visées ci-après, sauf mention contraire, sont cumulables entre elles et s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Article 11 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G, et en cas de retard dans l'exécution des prestations, le calcul de la pénalité est déterminé par la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P est le montant de la pénalité ;

V est le montant de la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la phase en cours d'exécution ;

R est le nombre de jours de retard.

Article 11.2 Pénalités pour non remise de demande d'agrément et acceptation des conditions de paiement de sous-traitance

La déclaration du sous-traitant, son acceptation ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur sont effectués dans les conditions prévues à l'article 3 du présent document. La méconnaissance de cette obligation par le titulaire constitue une faute susceptible d'entraîner la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

- En cas de non-déclaration de sous-traitance, quel que soit le rang de celle-ci, le sous-traitant concerné devra immédiatement cesser sa prestation. Le titulaire du marché sera mis en demeure de régulariser la situation. Une pénalité de 1000 € lui sera immédiatement appliquée. Le défaut de communication de l'acte spécial de sous-traitance, 15 jours calendaires après avoir été mis en demeure de le fournir, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 32 du C.C.A.G. (résiliation du marché).
- En cas de non-respect du délai de 15 jours prévu à l'article 3-2 du présent document pour l'acceptation ou le refus de la demande de paiement des sous-traitants, la Communauté de Communes appliquera une pénalité s'élevant à 1/100ème de la somme réclamée par le sous-traitant.
- Si, sans motif valable, le titulaire n'a pas remis à l'acheteur le contrat de sous-traitance quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, l'acheteur appliquera une pénalité journalière de 1/300ème du montant du marché H.T.

Article 11.4 Pénalités pour non remise des pièces sociales

En cas de non remise des pièces sociales, ou de production d'informations erronées, une pénalité correspondant à 10 % des prestations déjà réalisées sera appliquée au titulaire concerné. Le titulaire s'expose en outre à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

ARTICLE 12 : PRIMES POUR REALISATION ANTICIPEE DES PRESTATIONS

En dérogation à l'article 15 du CCAG, aucune prime ne sera accordée en cas de réalisation anticipée de prestations.

ARTICLE 13 : MARCHÉ NEGOCIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.2122-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

ARTICLE 14 : REGLEMENT DES COMPTES, PAIEMENTS

Les paiements s'effectuent par mandat administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

Article 14.1 : Etablissement des factures

Le titulaire émettra une facture détaillée.

Le titulaire adressera chaque demande de règlement à la personne publique, sous la forme de factures établies en un (1) original portant les mentions légales et les indications suivantes :

- nom, adresse et numéro SIRET du créancier ;
- les références éventuelles des prestations exécutées, la désignation des prestations, la date d'exécution, les quantités livrées et/ou exécutées ;
- les références du marché correspondant, et du bon de commande/ordre de service le cas échéant ;
- le détail des prix éventuels (prix unitaires, prix forfaitaire, majorations éventuelles, etc.) ;
- le montant hors TVA de la prestation exécutée, assortie du taux de remise le cas échéant, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC des prestations ;
- la date de facturation et la date de réalisation des prestations ;

Le titulaire transmet ses demandes de paiement **par la solution technique** Chorus Portail Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour la transmission des factures électroniques, le numéro de Siret de la Collectivité est le 24950045500020.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique : outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique,
- Le code d'identification du service en charge du paiement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

NB : le numéro Siret utilisé par le titulaire ou le sous-traitant sera impérativement celui mentionné dans l'acte d'engagement ou dans l'acte spécial de sous-traitance.

Rappel des dispositions de l'Ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique – Obligation selon calendrier ci-dessous :

- **Depuis le 1er/01/2017** : Obligation pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés).
- **Depuis le 1er/01/2018** : Obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (de 250 à 5 000 salariés).
- **Depuis le 1er/01/2019** : Obligation pour les petites et moyennes entreprises (de 10 à 250 salariés).

- **Depuis le 1er/01/2020** : Obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Toute facture non conforme à ces dispositions sera retournée au titulaire, le délai global de paiement débutera à réception d'une facture conforme.

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit la personne publique de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre). La personne publique ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées dans l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

Article 14.2 Modalités de règlement

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions ci-dessous sont apportées.

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après l'exécution des prestations et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG FCS.

ARTICLE 15 : DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement ne pourra excéder trente (30) jours à compter de la remise de la demande de paiement valide, selon les dispositions de l'article R 2192-10 et des articles R 2192-12 à R 2192-15 et R 2192-27 à R 2192-29 du Code de la commande publique.

En cas de dépassement du délai, le calcul des intérêts moratoires est effectué conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 16 : AVANCE FORFAITAIRE

Il n'y a pas d'avance

ARTICLE 17 : RESILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 31 du CCAG, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 30 du CCAG.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnitée du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 33 du CCAG. Par dérogation à cet article 33 du CCAG, l'indemnité de résiliation est obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 2%.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En outre, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 13 du présent document, ou de refus de produire ces pièces dans les conditions prévues à cet article, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 18 : DIFFERENDS ET LITIGES

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée à l'acheteur dans un délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En l'absence de règlement amiable des litiges, ceux-ci seront portés devant le Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE.

ARTICLE 19 : ASSURANCES

Application de l'article 9 du CCAG.

ARTICLE 20 : NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Le titulaire d'un marché peut céder la créance qu'il détient sur l'acheteur à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

Le titulaire d'un marché peut nantir la créance qu'il détient sur l'acheteur auprès d'un établissement de crédit ou d'un autre créancier.

Le présent marché peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances dans les conditions prévues aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

En vue de l'application du nantissement, sont désignés :

- comme comptable public chargé du paiement : Trésor Public - Madame la Responsable du S.G.C. L'Isle-Adam – 2, rue des Joséphites – 95290 L'ISLE-ADAM,
- comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements relatifs au nantissement ou à la cession de créance : Madame la Directrice Générale des Services.

ARTICLE 21 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article(s) du C.C.P.	Dérogations aux articles du CCAG
3.1 (sous-traitance)	3.6.3
12 (Primes pour réalisations anticipées des prestations)	15